

DEPARTEMENT DU GARD

COMMUNE DE SAINT LAURENT LA VERNEDE

**Conclusions personnelles et motivées
du Commissaire Enquêteur**

**Suite à l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral
du 24 Février 2022 et relatif au PPRi de Saint Laurent la
Vernède**

ENQUETE PUBLIQUE

du 17 mars 2022 au 19 Avril 2022

**HOLUIGUE Jean-Pierre
Commissaire Enquêteur**

Avis du commissaire enquêteur

L'objet de la présente enquête publique est l'élaboration du Plan de Prévention des Risques inondation dans la commune de Saint Laurent la Vernède.

Le dossier d'enquête publique est constitué des documents suivants :

- registre d'enquête publique pour la commune de Saint Laurent la Vernède.
- Arrêté de prescription du 22 janvier 2018
- Arrêté préfectoral de prorogation du 18 janvier 2021 :
- Arrêté d'organisation du 24 février 2022
- Réunion publique du 13 juillet 2021 ;
- Evaluation environnemental et Réponse de la DDTM à l'Autorité Environnementale ;
- Prolongation de la prescription ;
- Règlement ;
- Résumé non technique ;
- Rapport de présentation ;
- 5 pièces graphiques ;
- Rapport hydraulique.

La présence du Commissaire Enquêteur à la Mairie de Saint Laurent la Vernède a été fixée par l'arrêté préfectoral N° 30-2022-02-24-00015 du 24 février 2022 aux dates et heures suivantes :

- le Jeudi 17 mars 2022 de 9h à 12 h ;
- le Mercredi 13 avril 2022 de 9 h à 12 h ;
- le Mardi 19 avril 2022 de 9 h à 12 h.

Le Commissaire Enquêteur a respecté ces dispositions.

Le Commissaire enquêteur a réalisé trois visites sur le site en même temps que les permanences pour vérifier l'affichage, et pour se représenter les lieux.

Conclusions personnelles et motivées du commissaire enquêteur :

Après une étude attentive et approfondie du dossier d'enquête et des textes relatifs au code de l'environnement ;

Après un entretien avec Monsieur Mardoc et Madame Laganier de la DDTM du Gard au cours d'une réunion commune avec les trois autres Commissaires Enquêteurs pour l'ensemble du bassin Rhône, Cèze, Tave (RCT) ;

Après un entretien avec Madame Laganier relatif aux réponses à apporter à l'Autorité environnementale ;

Après un entretien avec Monsieur le Maire Monsieur Guardiola ;

Après avoir établi un Procès verbal de synthèse qui a été discuté avec la DDTM dans les délais et qui a donné lieu, en retour, à des observations de sa part.

- Sur la forme et la procédure de l'enquête :

Considérant que:

- les conditions de l'enquête ont respecté la législation et la réglementation en vigueur pour ce qui concerne les avis de publicité dans la presse ;
- l'affichage dans la Mairie, conforme à la réglementation, a été maintenu et vérifié tout au long de l'enquête et les délais de publication ont été respectés;
- les procédures de publicité ont été respectées ;
- les délais, conformes à la réglementation, ont été respectés ;
- les permanences se sont déroulées dans de bonnes conditions d'organisation.

- Sur le fond de l'enquête :

L'organisation de cette enquête publique pour le PPRi de Saint Laurent la Vernède est originale puisqu'elle est similaire à celle des communes de Cavillargues, Fontarèches, La Bastide d'Engras, La Bruguière, Pognadoresse. Cette mutualisation permet d'endiguer ce mal endémique du Gard que sont les inondations du moins pour le bassin Rhône, Céze, Tave . En ce qui concerne les communes citées ci-dessus ce sont celles du bassin amont de la Tave.

Les autres communes (13) du bassin RCT font l'objet d'enquêtes publiques similaires.

De ce fait les études réalisées par le cabinet Egis sont communes à celles de l'ensemble du bassin RCT à l'exception des règlements et des zonages propres à chaque commune.

L'avantage d'un tel dispositif permet de traiter toutes les communes sans exception, et d'optimiser ainsi l'organisation des enquêtes publiques, mais l'inconvénient est d'avoir des études qui ne sont pas forcément ciblées sur une commune en particulier.

Toutefois dans le rapport d'évaluation de l'Autorité environnementale des histogrammes simples et bien faits permettent aux communes de s'approprier les commentaires sur chacune d'elles.

Ce rapport environnemental "comporte formellement les éléments requis de façon général proportionnels aux enjeux" selon l'Ae mais il souligne cependant des améliorations à apporter pour optimiser l'efficacité du PPRi. Soulignons cependant que ce rapport environnemental ne porte qu'à hauteur de 28% sur des sujets relevant de problématiques portant sur le domaine de l'intégration de l'environnement dans le plan, le reste des sujets ne sera donc pas pris en compte dans le cadre des procédures d'élaboration des PPRi. Dans ce contexte la DDTM a jugé nécessaire après accord du Commissaire Enquêteur, de faire une mise au point et a répondu point par point à ces recommandations et le Commissaire Enquêteur est en accord avec la démarche et les réponses qui en découlent.

Les PPRi devant être intégrés dans les PLU, bien que désormais, grâce à la révision du Scot de l'Uzège Pont du Gard en 2019 et l'intérêt des communes bien compris, la plupart des communes s'est dotée maintenant d'un PLU et c'est le cas de Saint Laurent La Vernède. Ceci est important car le PPRi doit être intégré au PLU de la commune en tant que servitude d'utilité publique (article L126-1 du code de l'urbanisme et L 564-4 du code l'environnement). Ces PLU communaux établissent un projet global d'urbanisme et d'aménagement qui tient compte des exigences environnementales et fixent les règles d'utilisation des sols sur le territoire de la commune comme le souligne l'évaluation environnementale. Il est en effet important que le PLU se saisisse de la question du risque inondations car c'est à travers cet outil que les élus décident de l'avenir du territoire communal et il faut, afin de renforcer la démarche du PPRi, un engagement de la part de ces élus et une volonté politique en faveur de ce risque.

Le Commissaire Enquêteur pense que le risque ruissellement devrait se traiter à l'échelon communal décliné dans le PLU et non pas dans ce PPRi qui traite du débordement et qui est plus général. D'ailleurs lors de la réunion de présentation du PPRi aux 19 communes concernées, la DDTM a indiqué : " la réglementation prévoit que le ruissellement soit pris en charges et traité par les collectivités au travers notamment du zonage pluvial" .

Le Commissaire Enquêteur est plus critique sur le rapport hydraulique qui n'est pas accessible sans formation préalable et qui est donc inapproprié sous cette forme, pour une enquête publique. Il y a en effet un nombre très important de termes qui ne sont pas explicités ni définis et qui ne rendent le rapport compréhensible que par un public averti.

Concernant le nombre d'enquêtes, le Commissaire Enquêteur a considéré que, s'agissant de communes de faible densité, il n'a programmé 3 enquêtes que dans les communes les plus peuplées à savoir Cavillargues et Saint Laurent la Vernède. Le retour des observations lui a donné raison.

La DDTM a organisé ces enquêtes de manière remarquable à la fois, entre autres, sur le "timing", la logistique et le relationnel.

Un regret cependant : le Commissaire Enquêteur est très attaché au respect des institutions et le fait que la DDTM ne fasse pas cas de la circulaire du Conseil d'Etat (du 20 janvier 2022) qui recommande que le Commissaire Enquêteur n'a pas à donner un avis sur les avis des personnes publiques, est regrettable. Dans cette même logique et dans cette même circulaire il est indiqué également que, concernant les observations, l'avis du Commissaire Enquêteur doit porter sur le projet et non pas sur les observations.

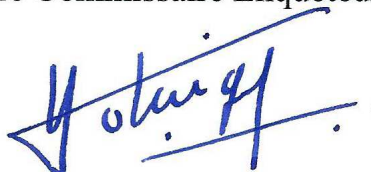
Considérant :

- le code de l'environnement notamment les articles R 122-17-II et l'article R 122-20 pour l'évaluation environnementale ;
- que le principal objectif d'un PPRi est le traitement préventif du risque inondation et donc la protection des biens et des personnes en délimitant des zones exposées aux risques mais aussi celui de délimiter des zones non constructibles pour ne pas aggraver les risques ;
- qu'il n'y pas d'autres alternatives que le PPRi assorti du zonage et du règlement pour atténuer les inondations dans ce bassin comme le souligne l'Autorité environnementale.
- que la définition des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde est indispensable aussi bien pour les pouvoirs publics que pour les particuliers ;
- qu'il n'y a eu aucune observation sur le registre d'enquête et aucune observation dématérialisée et que aucune personne ne s'est présentée au cours des trois permanences,
- que la DDTM s'est conformée au code de l'environnement ;
- que les PPA après avoir été consultés le 22 Novembre 2021, ont donné un avis favorable à l'exception de la Chambre d'Agriculture (notons que l'absence de réponse équivaut à un avis sans objection) :
- que la commune de Saint Laurent la Vernède possède une ICPE (une carrière) sur son territoire mais qui n'est pas en zone inondable ;
- que la commune de Saint Laurent la Vernède n'a pas de zones humides remarquables à protéger ;
- que la commune de Saint Laurent la Vernède possède un PLU depuis 2008.

Le Commissaire Enquêteur donne un AVIS FAVORABLE à la demande d'élaboration d'un PPRi pour la commune de Saint Laurent la Vernède au titre du code de l'environnement (articles R 122-17-II et l'article R 122-20) présentée par la DDTM de Nîmes.

Fait à Alès, le 10 Mai 2022

Le Commissaire Enquêteur

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Houigue', written over a horizontal line.

JP HOUIGUE